

**AUDITION DE JEAN-PIERRE COBLENTZ
PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
LE 12 OCTOBRE 2010**

**IMPACT DE LA SUPPRESSION
DE LA TAXE PROFESSIONNELLE SUR LES ENTREPRISES**

**Support réalisé par Jean-Pierre Coblentz,
Directeur de Stratorial Finances
et l'équipe de Stratorial Finances**

STRATORIAL FINANCES

7, rue Montmartre
75 001 Paris

58 cours Becquart Castelbon
BP 346 • 38 509 VOIRON cedex
Tél. : 04 76 06 10 00 - Fax : 04 76 06 33 76
www.stratorial-finances.fr

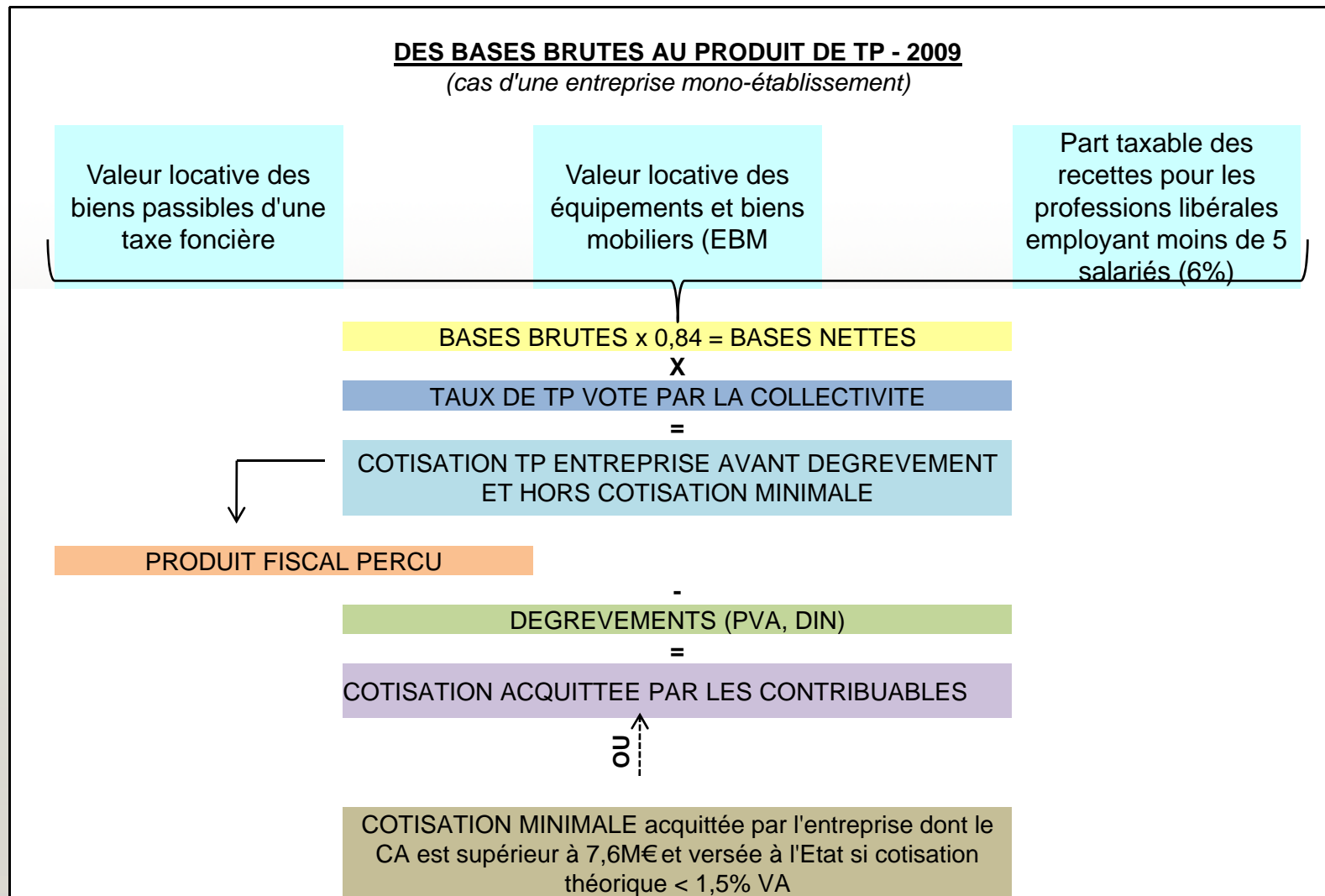
2, rue des Arbousiers
34 000 Montpellier

SOMMAIRE

- | | |
|-----------------------------------------------------------|---------|
| ▪ Remplacement de la taxe professionnelle : cadre général | Page 3 |
| ▪ Effets sur les entreprises | Page 9 |
| ▪ Exemples | Page 15 |

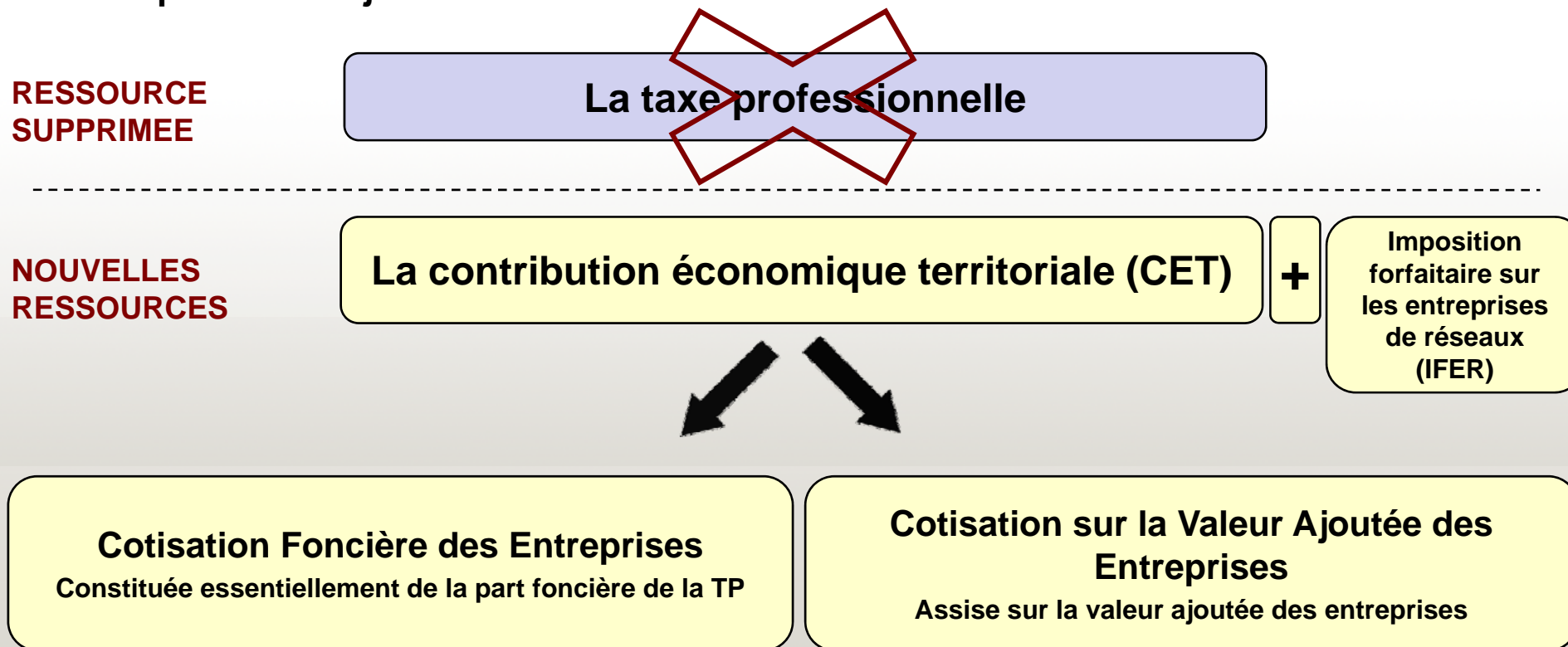
REEMPLACEMENT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE : CADRE GENERAL

RAPPEL : LA TP AVANT SA SUPPRESSION



LA TAXE PROFESSIONNELLE REMPLACÉE PAR DE NOUVEAUX IMPÔTS ÉCONOMIQUES

➤ A partir du 1^{er} janvier 2011* :



* En réalité la taxe professionnelle est supprimée dès le 1^{er} janvier 2010 pour les entreprises mais les collectivités perçoivent une compensation relais.

IMPACTS DE LA REFORME (1)

Reconstitution des flux de TP 2008 avant réforme (en Mds €)		Reconstitution des flux 2008 après réforme (en Mds €)	
Produit perçu par les collectivités (1)	29,9	Produit perçu par les collectivités (1)	21,7
Ticket modérateur payé par les collectivités (2)	0,6	Ticket modérateur payé par les collectivités (2)	0,0
Produit perçu par les collectivités (3)=(1)-(2)	29,3	Produit perçu par les collectivités (3)=(1)-(2)	21,7
Produit perçu par les CCI et les chambres des métiers (4)	1,5	Produit perçu par les CCI et les chambres des métiers (4)	1,3
Produit perçu par l'Etat (5)	6,4	Produit perçu par l'Etat (5)	0,6
- Dont cotisation de péréquation	0,9	- Dont cotisation de péréquation	
- Dont cotisation minimale	3,0	- Dont cotisation minimale	
- Dont frais de gestion et de dégrèvements	2,5	- Dont frais de gestion et de dégrèvements	0,6
Dégrèvements (6)	11,6	Dégrèvements (6)	4,6
- Dont dégrèvement au titre du PVA	9,5	- Dont dégrèvement au titre du PVA	0,8
- Dont dégrèvement pour investissements nouveaux	1,7	- Dont dégrèvement pour investissements nouveaux	
- Dont dégrèvement transports	0,3	- Dont dégrèvement transports	
- Dont autres dégrèvements	0,1	- Dégrèvement cotisation valeur ajoutée des entreprises	3,8
Coût de la TP supporté par l'Etat (7)=(6)-(5)	5,2	Coût de la nouvelle fiscalité économique supporté par l'Etat (7)=(6)-(5)	4,0
Coût de la TP supporté par les entreprises (8)=(3)+(4)-(7)	25,6	Coût de la nouvelle fiscalité économique supporté par les entreprises (8)=(3)+(4)-(7)	19,0

COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES

COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES

Bases de la CFE

Les bases de la CFE correspondent aux bases de la TP pour la partie hors EBM mais avec les modifications suivantes :

- Réduction de 30% de l'assiette foncière pour les entreprises industrielles.
- Suppression de la fraction recettes pour les titulaires de BNC de moins de 5 salariés.
- Suppression de l'abattement général à la base de 16%.

Taux de la CFE

- Reprise du taux de TP de 2010,
- Ajout des taux départemental et régional,
- Ajout du taux de péréquation (le cas échéant),
- Application de coefficients correctifs.

LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

- Le taux est fixé nationalement en fonction du chiffre d'affaires de manière progressive jusqu'à 1,5% :
 - 500 K€ à 3 000 K€ : $0,5\% * (CA - 500 \text{ K€}) / 2 500 \text{ K€}$
 - 3 000 K€ à 10 000 K€ : $0,5\% + 0,9\% * (CA - 3 000 \text{ K€}) / 7 000 \text{ K€}$
 - 10 000 K€ à 50 000 K€ : $1,4\% + 0,1\% * (CA - 10 000 \text{ K€}) / 40 000 \text{ K€}$
 - Supérieur à 50 000 K€ : 1,5%

- **Les entreprises sont imposables à compter d'un CA de 500 K€ sur la base d'une cotisation fixe de 250€ Un taux progressif s'applique à compter de 1 000 K€ Un abattement de 1 000 € est toutefois appliqué pour les entreprises dont le CA est inférieur à 2 000 K€ sans que la cotisation puisse être inférieure à 250 €**

Cotisation = 250 € pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 500 000€ et 1 000 000 €

CA (En €)	Taux CVAE (En %)
1 000 000	0,10%
2 000 000	0,30%
3 000 000	0,50%
4 000 000	0,63%
5 000 000	0,76%
6 000 000	0,89%
7 000 000	1,01%
8 000 000	1,14%
9 000 000	1,27%
10 000 000	1,40%
20 000 000	1,43%
30 000 000	1,45%
50 000 000	1,50%

EFFETS SUR LES ENTREPRISES PAR SECTEURS D'ACTIVITE

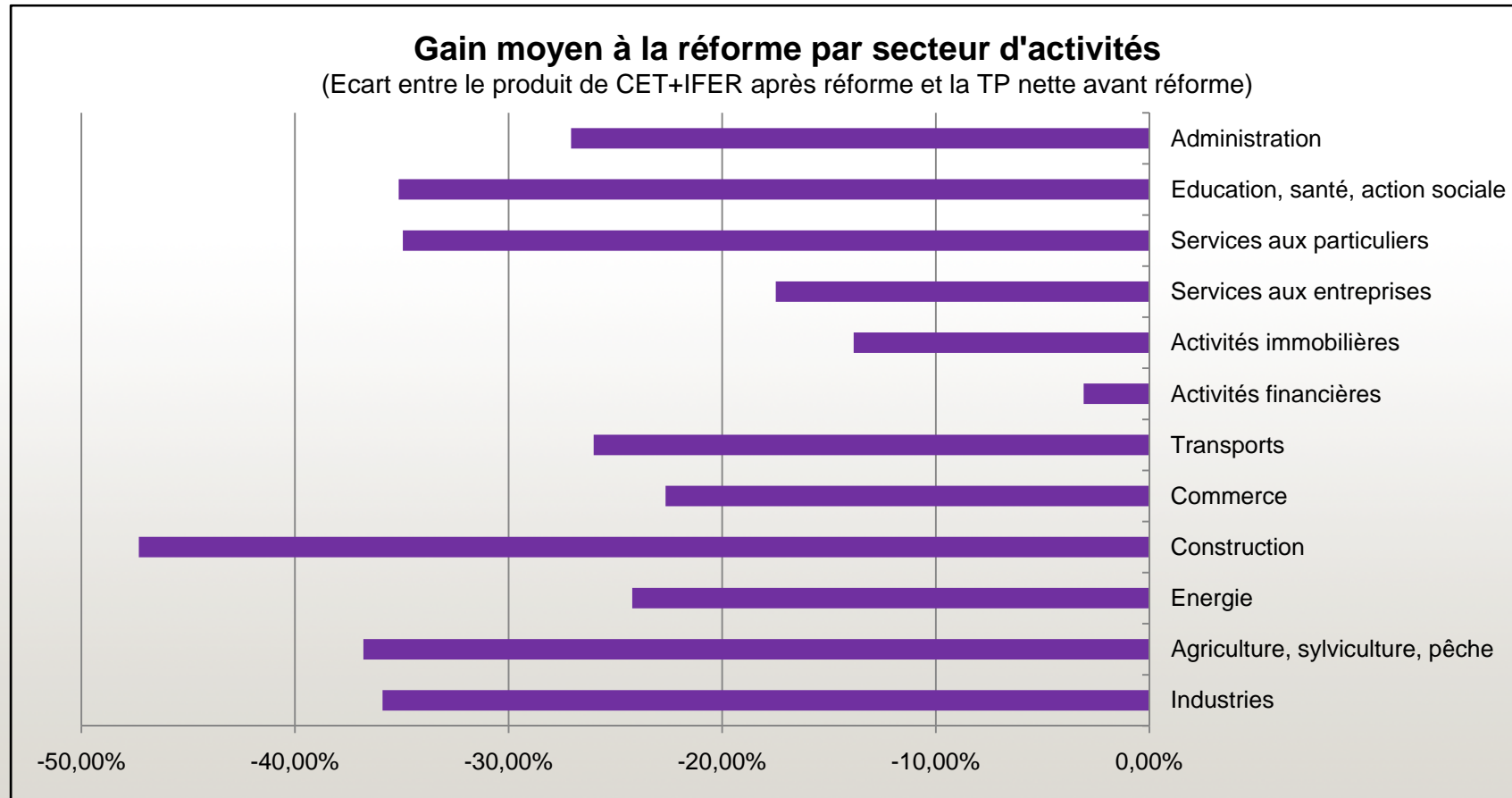
EFFETS DE LA REFORME PAR SECTEUR D'ACTIVITE

GAINS INDUITS PAR LA REFORME DE LA TP SELON LES SECTEURS ECONOMIQUES (en M€)					
	TP avant réforme	CET + IFER	Gains	Part de gains réalisés dans le total	% de baisse des cotisations
Industrie	6 628,7	4 249,0	2 379,7	31,80%	35,90%
Agriculture, sylviculture, pêche	103,0	65,1	37,9	0,51%	36,80%
Energie	1 594,6	1 208,6	386,0	5,16%	24,21%
Construction	1 487,8	783,9	703,9	9,41%	47,31%
Commerce	4 052,0	3 134,3	917,7	12,26%	22,65%
Transports	2 240,6	1 657,6	583,0	7,79%	26,02%
Activités financières	1 593,1	1 544,1	49,0	0,65%	3,08%
Activités immobilières	600,3	517,2	83,1	1,11%	13,84%
Services aux entreprises	5 043,4	4 161,3	882,1	11,79%	17,49%
Services aux particuliers	1 246,9	811,1	435,8	5,82%	34,95%
Education, santé, action sociale	410,3	266,1	144,2	1,93%	35,15%
Administration	50,6	36,9	13,7	0,18%	27,08%
Activités non codifiées	1 339,6	472,9	866,7	11,58%	64,70%
Total	26 390,9	18 908,1	7 482,8	100,00%	28,35%

Source : Rapport Durieux

- Tous les secteurs d'activités sont gagnants avec la réforme de la TP.
- Les secteurs de la construction, de l'industrie, de l'agriculture et les services aux entreprises sont les secteurs qui vont bénéficier le plus de la réforme de la TP.

EFFETS DE LA REFORME PAR SECTEUR D'ACTIVITE

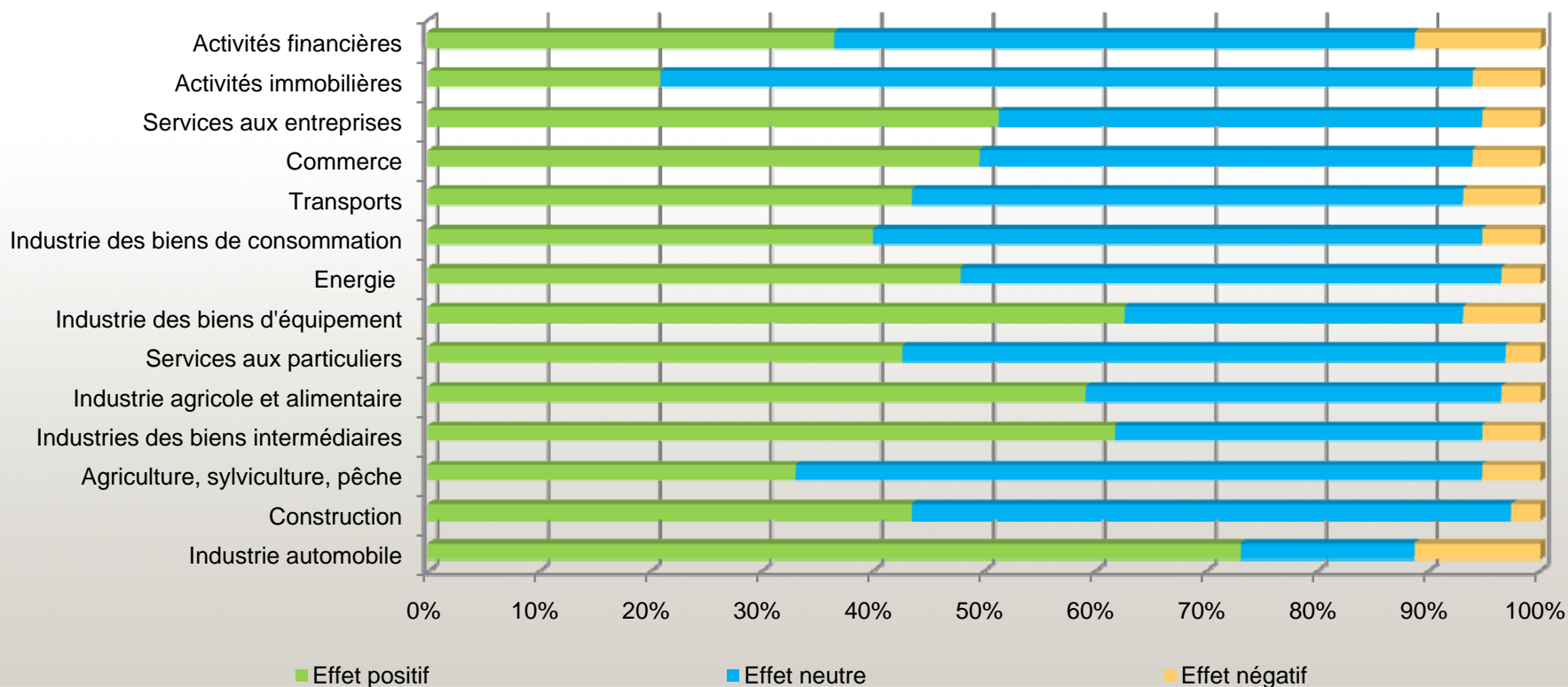


D'après les données du rapport Durieux

- Le gain moyen est de 28,3%.
- Le secteur de la construction bénéficie le plus de la réforme de la taxe professionnelle. La diminution de la cotisation globale s'élève à plus de 47%.
- L'ensemble des activités industrielles bénéficient en moyenne d'un gain de cotisation lié à la réforme de la TP qui s'établit à 36% environ.

EFFETS DE LA REFORME PAR SECTEUR D'ACTIVITE

REPARTITION DU NOMBRE D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITES SELON L'EFFET POSITIF, NEUTRE OU NEGATIF DE LA REFORME



D'après les données du rapport Durieux

- Les impacts de la réforme seront globalement identiques d'un secteur à l'autre : les entreprises bénéficieront en majorité d'un maintien ou d'une diminution de cotisation.

EFFETS DE LA REFORME PAR SECTEUR D'ACTIVITE FOCUS SUR LE SECTEUR INDUSTRIEL

GAIN DE LA REFORME DE LA TP POUR L'INDUSTRIE (M€)							
	TP avant réforme	CET	Gains	Part de gains réalisés dans le total des gains de l'ensemble des secteurs d'activités	% de baisse des cotisations	Nombres d'entreprises	Gain moyen en €/entreprise
Industrie des biens intermédiaires	2 494	1 586	908	12,14%	36,42%	59 518	15 259
Industrie des biens d'équipement	1 222	896	326	4,36%	26,67%	40 014	8 145
Industrie des biens de consommation	993	755	238	3,18%	23,94%	62 856	3 782
Industrie automobile	962	393	569	7,60%	59,13%	1 906	298 374
Industrie agricole et alimentaire	958	619	339	4,53%	35,41%	59 457	5 705
Total secteur industrie	6 629	4 249	2 380	31,80%	35,90%	223 751	10 635

Source : Rapport Durieux

- L'ensemble du secteur industriel réalise un gain de 2,38 Mds€ soit 31,8% du total des gains réalisés après réforme par l'ensemble des secteurs.
- Ce gain représente une baisse des cotisations de 35,9%.

EFFETS DE LA REFORME PAR SECTEUR D'ACTIVITE FOCUS SUR LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENTS

GAINS INDUITS PAR LA REFORME DE LA TP POUR L'INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT (en M€)					
	TP avant réforme	CET	Gains	Part de gains réalisés dans le total des gains	% de baisse des cotisations
Construction navale	30,5	21,0	9,5	0,13%	31,15%
Construction de matériel ferroviaire roulant	25,5	26,4	-0,9	-0,01%	-3,53%
Construction aéronautique et spatiale	245,7	172,9	72,8	0,97%	29,63%
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	8,0	6,3	1,7	0,02%	21,25%
Fabrication d'élément en métal pour la construction	72,4	48,0	24,4	0,33%	33,70%
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	97,5	63,4	34,1	0,46%	34,97%
Fabrication d'équipements mécaniques	131,7	88,1	43,6	0,58%	33,11%
Fabrication de machines d'usage général	152,1	123,3	28,8	0,38%	18,93%
Fabrication de machines agricoles	49,0	32,7	16,3	0,22%	33,27%
Fabrication de machines-outils	19,2	13,0	6,2	0,08%	32,29%
Fabrication d'autres machines à usage spécifique	86,8	60,6	26,2	0,35%	30,18%
Fabrication d'armes et de munitions	16,1	17,5	-1,4	-0,02%	-8,70%
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	20,5	18,6	1,9	0,03%	9,27%
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	40,5	28,7	11,8	0,16%	29,14%
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	44,1	37,4	6,7	0,09%	15,19%
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	69,0	45,4	23,6	0,32%	34,20%
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	113,4	92,8	20,6	0,28%	18,17%
Gain total	1 222,00	896,1	325,9	4,36%	26,67%

EXEMPLES D'ENTREPRISES

**Simulations effectuées à partir des taux
moyens nationaux 2009**

EXEMPLE 1 : PME INDUSTRIELLE

Emboutissage-tôlerie		Valeur locative foncière		45 000		Chiffre d'affaires		6 300 000	
		Valeur locative des EBM		500 000		Valeur ajoutée		3 300 000	
	Avant réforme	Après réforme			Ecart après/avant réforme	Ecart après/avant réforme en %			
		CFE	CVAE	Total CET					
Impôt payé	115 500	7 975	30 970	38 946	-76 554	-66%			
Dont dégrèvement	-22 494		-19 140	-19 140					
EPCI	73 843	7 743	13 118	20 861	-52 982	-72%			
Département	41 019	0	24 008	24 008	-17 011	-41%			
Région	12 910	0	12 375	12 375	-535	-4%			
Total impôt perçu	127 772	7 743	49 500	57 243	-70 529	-55%			
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	-12 272	232	-18 530	-18 297					

- L'entreprise bénéficiait d'un plafonnement en fonction de la valeur ajoutée avant réforme qui était pris en charge par l'Etat.
- Après réforme, le montant de la cotisation acquittée par l'entreprise est réduit de 66%.
- Le produit global perçu par les collectivités diminue quant à lui de 55%. Celui de l'EPCI diminue de 72%.

EXEMPLE 2 : ENTREPRISE ARTISANALE

Charpentier couvreur		Valeur locative foncière	4 200	Chiffre d'affaires	520 000	
		Valeur locative des EBM	37 000	Valeur ajoutée	280 000	
Avant réforme en €		Après réforme en €			Ecart après/avant réforme en %	
		CFE	CVAE	Total CET	Ecart après/avant réforme en €	
Impôt payé	9 800	1 063	253	1 316	-8 484	-87%
Dont dégrèvement	-632		-3 950	-3 950		
EPCI	5 582	1 032	1 113	2 145	-3 437	-62%
Département	3 101	0	2 037	2 037	-1 064	-34%
Région	976	0	1 050	1 050	74	8%
Total impôt perçu	9 659	1 032	4 200	5 232	-4 427	-46%
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	141	31	-3 948	-3 917		

- L'impôt dû par l'entreprise est divisé par 7,5. Les recettes des collectivités diminuent de 46%.
- L'Etat prend en charge les 3/4 de l'impôt.

EXEMPLE 3 : INDUSTRIE LOURDE

Stockage de produits pétroliers		Valeur locative foncière		7 000 000		Chiffre d'affaires		50 000 000	
		Valeur locative des EBM		26 000 000		Valeur ajoutée		29 000 000	
		Avant réforme en €	Après réforme en €			Ecart après/avant réforme en €	Ecart après/avant réforme en %		
			CFE	CVAE	Total CET				
Impôt payé	1 015 000	1 240 626	439 350	870 000	-145 000	-14%			
Dont dégrèvement	-7 340 584			-809 976					
EPCI	4 471 236	1 204 491	115 275	1 319 766	-3 151 470	-70%			
Département	2 483 712	0	210 975	210 975	-2 272 737	-92%			
Région	781 704	0	108 750	108 750	-672 954	-86%			
Total impôt perçu col loc	7 736 652	1 204 491	435 000	1 639 491	-6 097 161	-79%			
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	-6 721 652	36 135	4 350	-769 491					

- La réduction est très faible pour l'entreprise qui était fortement plafonnée en fonction de la VA... C'est donc l'Etat qui réalise une économie. Pour les collectivités locales les nouveaux impôts ne représenteront plus que 21% de la taxe professionnelle.

EXEMPLE 4 : INDUSTRIE NOUVELLES TECHNOLOGIES

Fabricant de composants électroniques	Valeur locative foncière		Valeur locative des EBM		Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée
	4 300 000		95 000 000		370 000 000	120 000 000

	Avant réforme en €	Après réforme en €			Ecart après/avant réforme en €	Ecart après/avant réforme en %
		CFE	CVAE	Total CET		
Impôt payé	4 200 000	1 100 415	1 818 000	2 918 415	-1 281 585	-31%
Dont dégrèvement	-21 212 967					
EPCI	13 320 896	1 068 364	477 000	1 545 364	-11 775 532	-88%
Département	8 132 670	0	873 000	873 000	-7 259 670	-89%
Région	2 076 959	0	450 000	450 000	-1 626 959	-78%
Total impôt perçu col loc	23 530 525	1 068 364	1 800 000	2 868 364	-20 662 161	-88%
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	-19 330 525	32 051	18 000	50 051		

- L'économie d'impôt est relativement faible pour l'entreprise.... En revanche, les collectivités ne récupéreront plus que 12% de l'ancien impôt. L'Etat réalisera une économie très importante.

EXEMPLE 5 : PRODUCTEUR DE GRANULATS

Exploitant de carrière	Valeur locative foncière	2 000 000	Chiffre d'affaires	50 000 000
	Valeur locative des EBM	12 000 000	Valeur ajoutée	15 000 000

	Avant réforme	Après réforme			Ecart après/avant réforme	Ecart en %
		CFE	CVAE	Total CET		
Impôt payé	525 000	354 465	227 250	450 000	- 75 000	-14%
Dont dégrèvement	- 3 019 793			- 131 715		
EPCI	1 896 888	344 140	59 625	403 765	- 1 493 123	-79%
Département	1 053 696	-	109 125	109 125	- 944 571	-90%
Région	331 632	-	56 250	56 250	- 275 382	-83%
Total impôt perçu col loc	3 282 216	344 140	225 000	569 140	- 2 713 076	-83%
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	- 2 757 216	10 324	2 250	- 119 140		

- La cotisation de l'entreprise qui était plafonnée diminue faiblement.
- L'Etat est le grand gagnant de la réforme. En effet, le montant du dégrèvement pris en charge diminue de 96%.
- Les collectivités percevront un impôt égal à 17% de l'ancienne taxe professionnelle

EXEMPLE 6 : ENTREPRISE TERTIAIRE TRES MECANISEE

Entreprise de nettoyage industrielle filiale sous-traitante d'un grand groupe industriel	Valeur locative foncière	15 000			Chiffre d'affaires	100 000 000
	Valeur locative des EBM	3 000 000			Valeur ajoutée	53 000 000
	Avant réforme en €	Après réforme en €			Ecart après/avant réforme en €	Ecart après/avant réforme en %
		CFE	CVAE	Total CET		
Impôt payé	795 000	3 798	802 950	806 748	11 748	1%
Dont supplément cotisation minimale	31 603					
EPCI	408 508	3 687	210 675	214 362	-194 146	-48%
Département	226 921	0	385 575	385 575	158 654	70%
Région	71 419	0	198 750	198 750	127 331	178%
Total impôt perçu col loc	706 849	3 687	795 000	798 687	91 839	13%
Solde Etat Signe négatif – coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	88 151	111	7 950	8 061		

- L'impôt dû par l'entreprise demeure stable. L'EPCI subit une réduction de cotisation de moitié alors que celles du département et de la région augmentent. L'Etat subit une légère perte.

EXEMPLE 7 : HYPERMARCHE

Etablissement exploité par une société indépendante	Valeur locative foncière		Valeur locative des EBM		Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	
		500 000		1 000 000	110 000 000	15 000 000	
	Avant réforme en €	Après réforme				Ecart après/avant réforme en €	Ecart après/avant réforme en %
		CFE	CVAE	TASCOM	Total CET + TASCOM en €		
Impôt payé	659 799	126 594	227 250	288 400	642 244	-17 555	-3%
EPCI	203 238	122 907	59 625	280 000	462 532	259 294	128%
Département	112 896	0	109 125	0	109 125	-3 771	-3%
Région	35 532	0	56 250	0	56 250	20 718	58%
Total impôt perçu col loc	351 666	122 907	225 000	280 000	627 907	276 241	79%
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	308 133	3 687	2 250	8 400	14 337		

- L'impôt dû par l'entreprise demeure stable.
- Les recettes fiscales perçues par L'EPCI sont plus de deux fois supérieures à celles perçues avant réforme. Cette augmentation est due à la taxe sur les surfaces commerciales. L'Etat, quant à lui est en perte car il supporte le transfert de la TASCOM

EXEMPLE 8 : PETITE ENTREPRISE DU SECTEUR TERTIAIRE

	Avant réforme en €	Après réforme en €			Ecart après/avant réforme en €	Ecart après/avant réforme en %
		CFE	CVAE	Total CET		
Société du type cabinet d'expertise comptable						
Valeur locative foncière			5 000			
Valeur locative des EBM			12 000			
Chiffre d'affaires				1 500 000		
Valeur ajoutée				1 000 000		
Impôt payé	4 304	1 266	1 010	2 276	-2 028	-47%
Dont dégrèvement			-14 000	-14 000		
EPCI	2 303	1 229	3 975	5 204	2 901	126%
Département	1 279	0	7 275	7 275	5 996	469%
Région	403	0	3 750	3 750	3 347	831%
Total impôt perçu col loc	3 986	1 229	15 000	16 229	12 244	307%
Solde Etat Signe négatif = coût Etat : Impôt payé à l'Etat – impôt perçu CL	319	37	-13 990	-13 953		

- L'impôt dû par l'entreprise est divisé par 2. L'impôt perçu est multiplié par 2 pour l'EPCI, par 4 pour le département et par 7 pour la Région. Le coût pour l'Etat représente plus de 6 fois l'impôt payé.